



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le

|

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ONYX EST**

1, rue Henriette Gall Grimm  
Bâtiment O'rigin  
54000 Nancy

Références : D3 i 2024 253  
Code AIOT : 0005701422

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy
- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumis à autorisation pour les activités de

- tri de déchets industriels
  - plateforme de valorisation du bois
  - installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
  - dépôts de matériaux inertes
  - plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets
- Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

**Thèmes de l'inspection :**

- Suivi des échéances
- Déchets
- Moyens de lutte contre l'incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suites exercice incendie	Lettre du 13/01/2023, article Points 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Eaux souterraines (PZ2 et PZ3)	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.3.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 7.5.2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Origine et acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 1.4.2	Sans objet
4	Déchets de bois (A, B et écomobilier) et d'ameublement	Arrêté Préfectoral du 20/05/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à une précédente visite de 2022, l'exploitant devait mener des actions correctives sur les moyens de lutte de contre l'incendie et réaliser une surveillance de la qualité des eaux souterraines suite à des dérives. Au cours de la présente visite, il a été constaté que les échéances pour la défense incendie pouvaient être levées. Cependant, l'exploitant doit poursuivre sa surveillance des eaux souterraines pour qu'en cas de dérive, les mesures nécessaires pour y remédier soient prises.

L'exploitant doit mettre en place des actions pour limiter l'apparition d'erreurs de saisie sur Track-Déchets et doit renseigner l'application GIDAF, le recueil informatisé des données d'auto-surveillance. De même, un travail est à réaliser pour renforcer les moyens de lutte contre l'incendie au niveau des appareils de combustion, ainsi que pour maintenir ces moyens libres d'accès en tout temps sur l'ensemble du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suites exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 13/01/2023, article Points 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, actions correctives suite à l'exercice
<b>Prescription contrôlée :</b> La lettre préfectorale de suite du 13/01/2023 demandait à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>- rendre le chemin d'accès à la réserve incendie praticable en permanence</li><li>- mettre en place un raccord à la colonne sèche résistant à la pression lors de son utilisation</li><li>- mise en place d'une motopompe à demeure</li><li>- mise à jour du plan d'intervention</li><li>- entretien des crépines du bassin incendie</li></ul>
<b>Constats :</b> Suite au rapport d'inspection du 08/11/2022, l'exploitant a transmis un courrier en date du 13/01/2023 apportant les éléments cités dans la lettre de suite préfectorale. Parmi eux, des échéances restaient à lever ultérieurement. Ci-dessous les échéances restantes.  D'après les échanges et la visite terrain le jour de la visite d'inspection, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- que le chemin d'accès à la réserve incendie est praticable ;</li><li>- qu'une motopompe a été installée sur le site au niveau du bassin incendie ;</li><li>- que le plan d'intervention a été mis à jour et transmis à l'inspection le 05/04/2024.</li></ul> D'après l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- une vanne et un manchon électro-soudé ont été installés sur la colonne sèche. Il a transmis en date du 05/04/2024, le rapport de conformité de la colonne sèche issue du test de pression réalisé par un prestataire le 09/01/2023 ;</li><li>- Les crépines du bassin incendie ont été vérifiées sans détection d'anomalie.</li></ul> Autres points, l'exploitant a indiqué le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none"><li>- que la citerne d'intervention commandée en février 2022 a été installée sur le site mais est défaillante depuis sa mise en service. L'exploitant a indiqué ne pas connaître la date d'intervention du prestataire ;</li><li>- qu'une fissure est apparue dans le bassin incendie provoquant une baisse de sa capacité de 2 500 m<sup>3</sup> à 1 000 m<sup>3</sup> d'eau environ. L'exploitant a indiqué ne pas connaître la date d'intervention du prestataire.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de lui transmettre les rapports de réparation du bassin incendie et de la citerne dans un délai de 1 mois, par lettre de suite préfectorale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Eaux souterraines (PZ2 et PZ3)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'actions suite dégradation
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcé [...]
<b>Constats :</b> En 2022, les rapports établis par un laboratoire et un bureau d'études avaient mis en lumière une dérive sur les paramètres de chlorure, sodium et potassium dans les eaux souterraines, entre les valeurs relevées en amont et celles relevées en aval du site. Les premières conclusions menaient soit à une dérive liée au sel de déneigement ou à une fuite de lixiviats. Le compte-rendu de la Commission de Suivi de Site (CSS) de 2023 a écarté ces hypothèses et a indiqué que l'origine des dégradations restait inconnue. Depuis avril 2023, l'exploitant est passé de la réalisation d'analyses trimestrielles à des analyses mensuelles afin d'étudier l'évolution de la qualité de la nappe souterraine. L'ensemble des analyses réalisées sur les piézomètres (PZ2 et PZ3) en 2023 montrent une résorption de la dérive observée en 2022, d'après les résultats transmis à l'inspection en date 05/04/2024. D'après l'exploitant, les derniers écarts datent d'avril 2022 et l'origine des dégradations restent à ce jour inconnue. L'exploitant a indiqué vouloir reprendre les analyses courant avril 2024, en qualité d'analyse trimestrielle.  A ce jour, le logiciel GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente) n'a pas été saisi par l'exploitant. Après échanges, celui-ci s'engage à le remplir de 2020 à aujourd'hui, d'ici la fin du premier semestre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans un délai de 3 mois, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant : - de transmettre les résultats d'analyse (PZ2 et PZ3) du premier trimestre 2024. En cas de dérive, il devra proposer un plan d'actions muni d'un échéancier ; les choix seront justifiés. - de dûment remplir GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente) avec l'ensemble des données de 2020 à aujourd'hui.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Origine et acceptation des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de stockage de déchets non dangereux de l'établissement reçoivent exclusivement des déchets non dangereux en provenance des départements de la Marne, de l'Aisne, des Ardennes et de la Meuse [...]
<b>Constats :</b> Le site ONYX de Beine-Nauroy n'est pas autorisé à faire entrer des Déchets Dangereux (DD) hors amiante. Par extrait de track-déchets, l'inspection a relevé :  2022 : 0,52 t de DD entrants. D'après l'exploitant, les 0,52 t de DD entrants relèveraient d'une erreur interne dans la saisie sur Track-déchets. Il s'agirait d'amiante.  2023 : 2,08 t de DD entrants. D'après l'exploitant, les 2,08 t de DD entrants relèveraient également d'une erreur interne dans la saisie sur Track-déchets. Il s'agirait d'amiante.  L'inspection a pu constater la véracité des erreurs de saisie durant la visite. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra mettre en place les mesures nécessaires pour s'assurer de limiter les erreurs de saisie sur Track-déchets à l'avenir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Déchets de bois (A, B et écomobilier) et d'ameublement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume de stockage instantané
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique ICPE 2714 (régime de l'enregistrement) : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois [...]. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> (E) Détail : - déchets papiers/cartons : 500 m <sup>3</sup> (y compris la mise en balle) - déchets de bois : 12 650 m <sup>3</sup> (pour un flux de 22 500 t/an) - déchets d'ameublement : 1 500 m <sup>3</sup> (pour un flux de 6 500 m <sup>3</sup> /an) - déchets de caoutchouc, plastique, polymères : 200 m <sup>3</sup> (y compris la mise en balle)
<b>Constats :</b> Un état des stocks est réalisé tous les trimestres sur le site. L'exploitant a transmis en date du 05/04/2024, les états des stocks du deuxième et troisième trimestre 2023 pour la rubrique n°2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. D'après les éléments fournis par l'exploitant, celui-ci ne dépasse pas les volumes prescrits par l'arrêté préfectoral en vigueur.  Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Moyens d'intervention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 7.5.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> Parmi les moyens de lutte contre l'incendie que l'exploitant a déterminé en fonction de l'étude de danger, il dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none"><li>• des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel et sont au minimum :<ul style="list-style-type: none"><li>- 4 dans le centre conditionnement ;</li><li>- 2 dans le centre de tri</li></ul></li><li>• d'un système de détection automatique d'incendie dans le hall de stockage de balles et en particulier la presse à balle, dans le centre de tri, à la station de distribution de carburant et aux installations de valorisation du biogaz ;</li><li>• d'un système de vidéo-surveillance dans le centre de tri et le centre de conditionnement ;</li><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>- à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets et sur les engins de chantiers ;</li><li>- à l'intérieur des locaux (1 extincteur par surface d'environ 200 m<sup>2</sup> et au moins un par niveau) ;</li><li>- au minimum deux extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion (BGVAP, Torchère et moteur) ;</li><li>- au minimum pour chaque îlot de distribution de carburant un extincteur homologué 233 B ;</li><li>- sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant a présenté son plan d'intervention. Il localise les Robinets d'Incendie Armés (RIA) et les extincteurs sur le site. Il a été constaté que dans le centre de tri et le centre de conditionnement, les RIA et les extincteurs sont présents et sont répartis judicieusement dans la zone, conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur. Également, l'enceinte est équipée d'un système de vidéo-surveillance.  Les prescriptions en vigueur imposent deux extincteurs minimum de classe 55B par appareil de combustion. Le BGVap contient un extincteur et la torchère n'en comporte pas, ce qui présente une non-conformité aux prescriptions imposées à l'exploitant.  L'exploitant a transmis en date du 05/04/2024, les rapports de vérification suivants : extincteurs, RIA, désenfumage, Système Sécurité Incendie, Bloc Autonomes d'Éclairage de Sécurité (BAES) et colonne sèche  Les rapports de vérifications n'identifient pas de non-conformités majeures.  Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté à plusieurs reprises que l'accès à des extincteurs était obstrué. La mise en conformité a été réalisée immédiatement par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans un délai de 3 mois, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'ajouter les extincteurs manquants au niveau des appareils de combustion concernés ;</li><li>- de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que l'ensemble des extincteurs soient libres d'accès en tout temps.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois